Sécurité au Sahel : Le Président Goïta reçoit Sahle-Work Zewde, envoyée du Secrétaire général de l'ONU

MALI
2001
L'information est l'oxygène des temps modernes VENDREDI 21 Août 2026
Malikilé
www.malikile.com
QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Le capital contre le climat : La prospérité ne survivra pas longtemps à la dégradation des conditions physiques qui la rendent possible



Afrobasket U18 : Accueil triomphal à Bamako pour les Aiglonnes et les Aiglons



Journée mondiale de l'aide humanitaire : Empower Mali mise sur des solutions durables au service des communautés

Sommaire







UNE /

Le capital contre le climat : La prospérité ne survivra pas longtemps à la dégradation des conditions physiques qui la rendent possible — P 04

BRÈVES /

Guinée : Le CHU Ignace Deen suspend les nouvelles hospitalisations avant son évacuation temporaire — P 20

Diplomatie : Abdoulaye Diop salue l'engagement de deux partenaires en fin de mission au Mali — P 20

Journée mondiale de l'Aide humanitaire : Assa Badiallo Touré appelle à « agir pour l'humanité » — P 21

Sénégal : Ibou Fall met en garde contre une éventuelle accession d'Ousmane Sonko à la Présidence — P 22

ACTUALITÉ /

Journée mondiale de l'aide humanitaire : Empower Mali mise sur des solutions durables au service des communautés — P 24

Emploi et entrepreneuriat : L'ANPE forme 36 demandeurs d'emploi à la création d'entreprise — P 26

POLITIQUE /

Mali–PNUD : Un nouvel élan pour accompagner les grandes réformes territoriales — P 28

Sécurité au Sahel : Le Président Goïta reçoit Sahle-Work Zewde, envoyée du Secrétaire général de l'ONU — P 30

CULTURE & SOCIETÉ /

FESCUAO 2026 : Bamako accueille la jeunesse universitaire ouest-africaine sous le signe de la paix — P 33

INTERNATIONAL /

Sénégal : Le Premier ministre Ahmadou Al Aminou Lo reçu par l'archevêque de Dakar — P 35

Niger–États-Unis : Vers une coopération renforcée dans le secteur pétrolier — P 36

SPORT /

Afrobasket U18 : Accueil triomphal à Bamako pour les Aiglonnes et les Aiglons — P 38

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : amplkile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- Gérant : Moctar Saw
- Rédacteur en Chef :
- Rédaction Générale : Moctar Saw, Karamoko B. Kelta, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick Wago, Maffenin Diarra, Bockoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa Ly, journaliste correspond à Dakar
- Service Commercial : Youssouf Diarra
- Secrétariat : Fatou Sissako

COMMUNIQUE DE PRESSE DE LA 95e SESSION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITE TENUE LE MARDI 12 MAI 2026

La Banque Malienne de Solidarité (BMS-SA) a tenu, le mardi 12 mai 2026, la 95e session de son Conseil d'Administration à son siège sis à Hamdallaye ACI-Bamako, sous la présidence de Monsieur Yéhia Ag Mohamed ALI.

Cette session, principalement consacrée à l'examen et à l'arrêté des comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2025, a abordé plusieurs points inscrits à l'ordre du jour, notamment :

- **Rapport sur l'état d'exécution du budget au 31/12/2025 ;**
- **Rapport d'activité 2025 de la Direction Générale au Conseil d'Administration ;**
- **Rapport des Commissaires aux Comptes au Conseil d'Administration au titre de l'exercice 2025;**
- **Arrêté des états financiers et proposition d'affectation du résultat de l'exercice 2025.**

Dans un environnement bancaire marqué par des contraintes persistantes sur la liquidité et un contexte monétaire exigeant au sein de l'UEMOA, la BMS-SA a su consolider sa position parmi les acteurs majeurs du secteur bancaire malien grâce à une stratégie fondée sur la proximité, l'innovation et la maîtrise des risques.

Les performances enregistrées au terme de l'exercice 2025 traduisent la pertinence des orientations stratégiques engagées par la Banque ainsi que la confiance croissante de sa clientèle et de ses partenaires.

À la clôture de l'exercice 2025, **le total du bilan ressort à plus de 2 006 milliards de FCFA**, soit une progression de 18,05 % par rapport à l'exercice précédent.

Les emplois à la clientèle ont atteint 970 milliards de FCFA, enregistrant une hausse de 4 %, traduisant la volonté de la Banque d'accompagner durablement les acteurs économiques et de soutenir le financement de l'économie nationale.

Les ressources collectées auprès de la clientèle ont atteint 1 013 milliards de FCFA, en progression soutenue d'environ 28 %, témoignant de la confiance renouvelée des clients et partenaires envers la BMS-SA.

Aussi, l'exercice 2025 a été marqué par une accélération de la transformation digitale de la BMS-SA. La Banque a poursuivi le déploiement de solutions innovantes et de services financiers modernes, notamment avec l'ouverture à la clientèle du Système de Paiement Instantané (SPI) de la BCEAO, afin d'offrir à sa clientèle une expérience bancaire plus fluide, plus sécurisée et davantage accessible.

À l'issue des travaux, le Président du Conseil d'administration a remercié les Administrateurs pour leurs contributions de qualité et a adressé ses félicitations à la Direction Générale ainsi qu'à l'ensemble du personnel pour leur engagement. Il a également exprimé sa reconnaissance aux clients, partenaires et actionnaires pour leur confiance et leur soutien constant.

La BMS-SA réaffirme ainsi son ambition de consolider son rôle de banque de référence au service du développement économique et social du Mali.

Le Président du Conseil d'Administration de la BMS-SA

M. Yéhia Ag Mohamed ALI

Le capital contre le climat : La prospérité ne survivra pas longtemps à la dégradation des conditions physiques qui la rendent possible



La civilisation fossile a transformé en deux siècles la composition de l'atmosphère. Centrale thermique au charbon à Petropavl. Photo Wikimedia Commons, CC0.

On peut léguer des milliards à ses petits-enfants. On ne peut pas leur léguer une atmosphère privée.

Par Dr Hamed Sow

Le dérèglement climatique n'est plus une hypothèse lointaine. Il est devenu une contrainte économique, sociale et géopolitique qui traverse l'énergie, l'agriculture, la finance, l'assurance, l'urbanisme et la sécurité. La science explique désormais avec une grande robustesse pourquoi la planète se réchauffe ; elle identifie aussi la responsabilité déterminante des combustibles fossiles. Pourtant, au moment même où le diagnostic se précise, une partie des intérêts économiques et politiques continue d'organiser le doute ou le retard. Cette contradiction devient particulièrement injuste au Sahel : les pays qui ont très peu contribué au problème disposent aussi du moins de capital pour s'en protéger.

Pendant longtemps, l'humanité a traité l'atmosphère comme un bien gratuit et presque infini. Les cheminées des usines, les centrales électriques, les automobiles, les avions, les cargos et l'ensemble de l'économie industrielle pouvaient y rejeter leurs émissions sans qu'aucune facture apparaisse immédiatement. Ce qui ne se voyait pas semblait ne rien coûter. Deux siècles plus tard, cette illusion se dissipe : l'atmosphère nous présente la facture, non sous la forme d'un impôt clairement identifié, mais à travers des températures plus élevées, des océans plus chauds, un cycle de l'eau perturbé, des événements extrêmes plus dommageables et une incertitude croissante sur la valeur future de nos territoires et de nos infrastructures.

Le phénomène physique n'a pourtant rien de mystérieux. La Terre reçoit l'énergie du Soleil et en renvoie une partie vers l'espace. Certains gaz naturellement présents dans l'atmosphère retiennent

une fraction de cette chaleur ; sans cet effet de serre naturel, notre planète serait trop froide pour la civilisation humaine telle que nous la connaissons. Le problème n'est donc pas l'effet de serre lui-même, mais son renforcement rapide par l'activité humaine. Depuis la révolution industrielle, nous avons extrait du sous-sol du charbon, du pétrole et du gaz formés pendant des millions d'années, puis nous les avons brûlés en moins de deux siècles. Le carbone ainsi libéré s'accumule dans l'atmosphère. La déforestation, l'agriculture, l'élevage, le ciment, les fuites de méthane et d'autres procédés industriels complètent cette transformation.

Les combustibles fossiles constituent de loin la première cause du changement climatique : les Nations unies estiment qu'ils sont responsables de plus des trois quarts des émissions mondiales de gaz à effet de serre et de près de 90 % des émissions de dioxyde de carbone. Sur le diagnostic central, le débat scientifique est clos. Le GIEC juge sans équivoque l'influence humaine sur le réchauffement observé. L'Organisation météorologique mondiale confirme que les onze années 2015-2025 sont les onze plus chaudes jamais mesurées et que 2024, avec environ 1,55 °C, demeure l'année la plus chaude des observations modernes. Une année au-dessus de 1,5 °C ne signifie pas que la limite de l'Accord de Paris a déjà été durablement franchie, mais elle indique avec brutalité la direction prise.

Nous savons donc beaucoup plus qu'autrefois : nous savons ce qui se produit, nous savons pourquoi, nous savons qui émet le plus et nous connaissons l'essentiel des technologies permettant de réduire les émissions. Le scandale de notre époque n'est plus l'ignorance. Il est la connaissance sans conséquence.

Le dérèglement climatique n'est plus seulement un problème environnemental : il devient un mécanisme de redistribution mondiale des risques, du capital et de la souveraineté.

Six repères pour mesurer la rupture climatique

+1,55 °C	**53,2 Gt CO_2 e**
Écart de la température moyenne mondiale de 2024 par rapport à 1850-1900 ; record annuel selon l'OMM.	**Émissions anthropiques mondiales de gaz à effet de serre en 2024, hors changement d'usage des terres, selon EDGAR.**
61,8 %	**2,8 °C**
Part des émissions mondiales de 2024 attribuée à la Chine, aux États-Unis, à l'Inde, à l'UE-27, à la Russie et à l'Indonésie.	**Réchauffement projeté au cours du siècle avec les politiques actuellement en vigueur, selon le PNUE en 2025.**
34 à 45 %	**13,5 millions**
Part des émissions mondiales liées à la consommation des ménages attribuée aux 10 % de ménages les plus émetteurs, selon le GIEC.	**Nombre supplémentaire de personnes susceptibles de basculer dans la pauvreté au Sahel d'ici 2050 sans adaptation urgente, selon la Banque mondiale.**

Sources : OMM, JRC/EDGAR, PNUE, GIEC et Banque mondiale. Valeurs arrondies. Le dépassement de 1,5 °C en 2024 concerne une année civile et non la moyenne de long terme visée par l'Accord de Paris.

Le climat n'est plus une hypothèse

Le passage de la science à l'économie est désormais accompli. Lorsque la chaleur modifie le rendement d'une culture, la disponibilité de l'eau, la durée de vie d'une infrastructure ou la fréquence d'un sinistre, le climat entre dans le prix des choses. Il affecte la valeur d'un logement, le coût d'une assurance, la rentabilité d'un barrage, le besoin de climatisation, la santé d'un travailleur et le budget d'un État. Ce qui fut longtemps traité comme une externalité devient progressivement une variable centrale de l'investissement.

Cette évolution explique pourquoi l'opposition classique entre « économie » et « environnement » devient de moins en moins pertinente. Aucune économie n'existe en dehors des conditions physiques qui la rendent possible. L'agriculture suppose de l'eau et des sols ; l'industrie dépend d'énergie et de chaînes logistiques ; les villes doivent rester habitables ; la

finance elle-même repose, en dernière instance, sur la valeur d'actifs réels situés quelque part. Le climat n'est pas un secteur de l'économie. Il est l'une de ses infrastructures invisibles.

Qui a chargé l'atmosphère ?

Il serait confortable de transformer le climat en procès simple opposant un Nord coupable à un Sud innocent. La réalité contemporaine est plus complexe. La Chine est aujourd'hui de très loin le premier émetteur annuel de gaz à effet de serre ; les États-Unis restent le deuxième, suivis de l'Inde, de l'Union européenne, de la Russie et de l'Indonésie. Ensemble, ces six économies concentraient 61,8 % des émissions mondiales en 2024 selon le JRC européen. Cette photographie actuelle ne supprime pas la responsabilité historique des économies industrialisées, qui ont construit une grande partie de leur richesse au cours de deux siècles d'énergie abondante et carbonée ; elle rappelle simplement que la stabilisation du climat est désormais impossible sans les grands pays émergents.

La Chine résume à elle seule la contradiction du monde actuel. Elle demeure massivement dépendante du charbon et constitue le premier émetteur mondial, tout en étant devenue le premier investisseur et le premier fabricant dans plusieurs technologies de la transition énergétique. Les États-Unis disposent des moyens scientifiques, financiers et technologiques les plus puissants pour agir, mais leurs émissions par habitant restent élevées et leur politique climatique demeure soumise à des retournements brutaux. L'Inde, dont les émissions augmentent avec le développement, rappelle qu'un pays encore beaucoup plus pauvre par habitant ne peut se voir demander la même trajectoire historique que les nations déjà enrichies. L'Europe, pour sa part, a nettement réduit ses émissions depuis plusieurs décennies, tout en conservant l'empreinte d'un patrimoine industriel ancien et d'un niveau de consommation élevé.

La question devient encore plus dérangeante lorsque l'on quitte les États pour regarder les modes de vie. Le GIEC estime que les 10 % de ménages dont les émissions par habitant sont les plus élevées représentent à eux seuls environ 34 à 45 % des émissions mondiales liées à la consommation des ménages. Le changement climatique n'est donc pas seulement une affaire de centrales électriques. Il est aussi inscrit dans la taille des logements, le poids des véhicules, la fréquence des voyages aériens, le renouvellement accéléré des biens, le gaspillage et la quantité de matière mobilisée pour soutenir certains standards de consommation.

Cette réalité doit toutefois être maniée avec justice. Une famille sahélienne qui aspire à l'électricité, à un réfrigérateur, à une pompe d'irrigation, à un moyen de transport fiable ou à un logement décent ne pratique pas la surconsommation ; elle cherche à accéder aux conditions élémentaires d'une vie moderne. La transition ne peut donc pas consister à demander aux pauvres de rester pauvres pour compenser l'excès des riches. Elle doit distinguer le besoin de l'abondance ostentatoire, l'accès essentiel du gaspillage, et reconnaître que l'effort ne peut être identique lorsque les responsabilités et les capacités ne le sont pas.

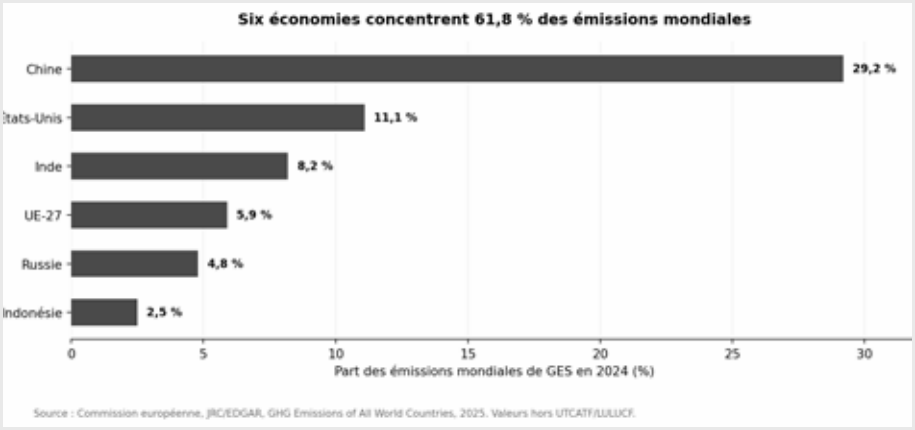


Figure 1 — La géographie actuelle des émissions s'est déplacée : la stabilisation du climat exige désormais à la fois l'action des économies historiquement industrialisées et celle des grands pays émergents.

Le déni, ou l'industrie du retard

La science climatique a une particularité politique : ses conclusions dérangent directement des actifs, des rentes et des habitudes qui valent des milliers de milliards de dollars. Réduire rapidement l'usage du charbon, du pétrole et du gaz signifie déprécier certains investissements, transformer des filières industrielles, déplacer des emplois et modifier des comportements de consommation. Il n'est donc pas surprenant que le débat climatique ait suscité une résistance organisée. Ce qui l'est davantage, c'est que cette résistance ait parfois été entretenue par des acteurs qui connaissaient eux-mêmes la solidité du diagnostic.

Le cas d'ExxonMobil est devenu emblématique. Une étude publiée en 2023 dans la revue Science a analysé les projections de réchauffement élaborées par les scientifiques de l'entreprise depuis les années 1970 : 63 à 83 % de ces projections se sont révélées exactes dans leur anticipation du réchauffement ultérieur. Autrement dit, certains chercheurs travaillant au cœur de l'industrie fossile comprenaient remarquablement bien le phénomène, alors même que le débat public continuait d'être alimenté par l'idée d'une science profondément incertaine. Le but du doute n'est d'ailleurs pas toujours de démontrer que la science est fausse ; il suffit souvent de convaincre qu'elle est encore trop incertaine pour justifier une décision coûteuse aujourd'hui.

Il serait cependant intellectuellement paresseux de confondre capitalisme, conservatisme et climatoscepticisme. Une part considérable de l'innovation bas-carbone vient du secteur privé, et de nombreux entrepreneurs conservateurs reconnaissent parfaitement la réalité du changement climatique. Mais il serait tout aussi naïf d'ignorer le chevauchement historique entre certains intérêts fossiles, des réseaux de lobbying hostiles à la réglementation et une frange ultra-conservatrice qui a fait de la politique climatique un marqueur idéologique. Le climatoscepticisme le plus efficace n'affirme d'ailleurs plus toujours que la Terre ne se réchauffe pas ; il reconnaît le problème tout en expliquant qu'il est trop tôt, trop coûteux, inutile d'agir seul ou préférable d'attendre une technologie future. Le déni du phénomène s'est souvent transformé en politique du retard.

Les États-Unis en offrent aujourd'hui une illustration saisissante. En janvier 2025, la seconde administration Trump a engagé une nouvelle sortie de l'Accord de Paris au nom de la priorité donnée aux intérêts économiques américains. En février 2026, l'Agence fédérale de protection de l'environnement a abrogé le constat de dangerosité des gaz à effet de serre adopté en 2009, qui avait servi de base à la réglementation fédérale des émissions des véhicules. Les défenseurs de cette orientation invoquent la compétitivité, le coût de l'énergie, la liberté de choix des consommateurs et le refus d'imposer des charges unilatérales aux États-Unis. Ces préoccupations économiques méritent d'être discutées. Elles ne peuvent cependant modifier une propriété fondamentale du problème : le dioxyde de carbone émis au Texas, en Sibérie ou dans le Shanxi rejoint la même atmosphère. La physique ne connaît ni frontière électorale ni majorité parlementaire.

Ce que le GIEC annonce réellement

Le mot catastrophe est souvent utilisé à tort dans le débat climatique, par ceux qui veulent dramatiser comme par ceux qui veulent ridiculiser. Le GIEC n'annonce pas une date à laquelle la planète deviendrait soudainement inhabitable. Il travaille par scénarios et probabilités. Son message est à la fois moins spectaculaire et plus inquiétant : chaque fraction supplémentaire de réchauffement augmente les risques, les pertes et les dommages ; plusieurs changements deviennent plus difficiles à inverser ; certaines limites d'adaptation sont progressivement atteintes dans les écosystèmes et les sociétés les plus exposées.

Les politiques actuellement en vigueur dans le monde ne nous ramènent pas vers un climat stable. Le Programme des Nations unies pour l'environnement estime, dans son Emissions Gap Report 2025,

qu'elles conduisent encore à environ 2,8 °C de réchauffement au cours de ce siècle. Même l'application complète des engagements nationaux annoncés ne ramènerait la trajectoire qu'autour de 2,3 à 2,5 °C. L'écart peut sembler faible à l'échelle d'un thermomètre domestique. Il est immense à l'échelle du système terrestre, où la moyenne mondiale masque des hausses plus fortes sur les continents, des extrêmes de chaleur plus fréquents, des modifications du cycle hydrologique, la poursuite de la montée du niveau marin et des risques croissants pour l'agriculture, la santé, les écosystèmes et les infrastructures.

La catastrophe climatique, si elle se produit, ressemblera moins à un film de fin du monde qu'à une lente ponction sur la prospérité. Une assurance devenue inaccessible, une côte qu'il faut défendre à grands frais, une récolte moins fiable, une ville où travailler dehors devient dangereux plusieurs semaines par an, une centrale hydroélectrique moins productive, une route détruite avant d'avoir été amortie, des budgets publics absorbés par la réparation : c'est par cette accumulation de pertes que le climat peut dégrader le niveau de vie sans qu'un jour unique marque le basculement.

Le terme de risque est donc plus utile que celui d'apocalypse. La science ne dit pas que l'effondrement est certain. Elle dit que nous augmentons délibérément la probabilité de dommages graves alors même que nous possédons encore les moyens de réduire cette probabilité. C'est précisément cette connaissance qui transforme le sujet scientifique en question morale et politique.



Figure 2 — Les engagements ont amélioré la trajectoire mondiale, mais les politiques actuellement en vigueur restent très éloignées de l'objectif de Paris.

Le paradoxe du capital

Le capital a été l'un des moteurs les plus puissants de la modernité. Il a financé les usines, les chemins de fer, les barrages, les réseaux électriques, les technologies numériques et les entreprises qui ont sorti des centaines de millions de personnes de la pauvreté. Il possède aussi un défaut structurel : il valorise très bien ce qui produit un rendement dans un horizon mesurable et beaucoup moins bien ce qui se dégrade lentement lorsqu'aucun propriétaire ne peut en présenter la facture. L'atmosphère est l'exemple parfait de ce bien collectif que le marché a longtemps traité comme gratuit.

Cette contradiction devient presque philosophique à l'époque des fortunes privées gigantesques. Un milliardaire peut acheter plusieurs résidences, assurer sa famille, se déplacer vers une région moins exposée, acquérir des terres ou financer les meilleures technologies de protection. Mais il ne peut acheter une atmosphère séparée. Il peut léguer sa fortune à ses petits-enfants ; il ne peut leur léguer un climat privé. Ses héritiers respireront dans la même biosphère que les autres et vivront dans des économies dont la valeur dépendra toujours de l'eau disponible, de territoires habitables, de systèmes alimentaires fonctionnels et d'infrastructures résilientes.

Il existe donc une forme d'irrationalité dans la défense acharnée de profits immédiats lorsque celle-ci dégrade les conditions physiques de la richesse future. Quel sens a la valeur d'une villa côtière si elle devient inassurable ? Celle d'une terre agricole si l'eau disparaît ? Celle d'une usine si ses chaînes logistiques sont régulièrement interrompues ? Le climat oblige le

capital à regarder au-delà de son horizon habituel. Les comptes trimestriels peuvent ignorer un coût qui se matérialisera dans trente ans ; la physique, elle, l'accumule déjà.

Le capital reste pourtant une protection considérable. Aux États-Unis, un incendie ou un ouragan peut détruire des milliards de dollars d'actifs, mais l'État fédéral, les assurances, les banques et les marchés financiers permettent généralement de reconstruire. En Europe, l'enjeu devient l'adaptation d'un immense patrimoine construit pour le climat du XXe siècle : villes, voies ferrées, bâtiments, réseaux d'eau et agriculture doivent être repensés pour des conditions nouvelles. Les pays riches découvrent le coût de l'obsolescence climatique du capital ; ils disposent néanmoins du capital nécessaire pour la financer.

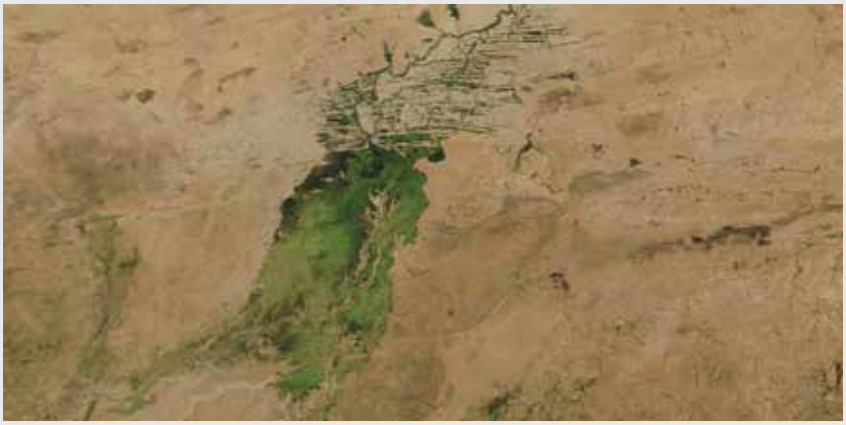
Le Sahel paie une facture qu'il n'a pas créée

Et puis vient le Sahel. C'est ici que l'injustice climatique devient presque parfaite. Les pays du G5 Sahel réunis représentent moins de 1 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre selon la Banque mondiale. Ils n'ont ni construit deux siècles de croissance sur le charbon et le pétrole, ni saturé leurs territoires d'autoroutes et de véhicules, ni bénéficié d'une consommation énergétique comparable à celle des pays riches. Pourtant, ils figurent parmi les sociétés les plus exposées aux effets du réchauffement.

La raison tient moins à une fatalité géographique qu'à la rencontre du climat avec toutes les autres vulnérabilités. Une grande partie de la population dépend encore directement de l'agriculture pluviale et de l'élevage ; les revenus sont faibles ; les infrastructures et l'assurance restent limitées ; les villes grandissent très rapidement ; les finances publiques disposent de peu de marges ; plusieurs États affrontent en outre des crises sécuritaires et institutionnelles qui réduisent leur capacité d'anticipation. Le climat ne crée pas chacune de ces fragilités. Il les rencontre et en augmente le coût.

La Banque mondiale estime que, sans investissements urgents d'adaptation, les chocs climatiques pourraient faire basculer jusqu'à 13,5 millions de personnes supplémentaires dans la pauvreté au Sahel d'ici 2050. Mais le chiffre de la pauvreté ne dit pas tout. Le mécanisme le plus préoccupant est celui de l'accumulation du capital. Lorsqu'un ouragan détruit une route aux États-Unis, il détruit un actif au sein d'une économie qui possède des milliers de milliards de dollars d'autres actifs et peut généralement le reconstruire. Lorsqu'une inondation emporte une route sahélienne attendue pendant quinze ans, elle détruit à la fois l'infrastructure et une partie des futurs investissements qui devront être détournés pour la réparer. Le pays perd deux fois : ce qu'il avait construit et ce qu'il ne pourra plus construire.

C'est pourquoi l'image du Sahel simplement menacé par l'avancée du désert est devenue trop pauvre. Le défi climatique régional est aussi celui de l'irrégularité de l'eau : séquences sèches, saisons plus difficiles à prévoir, pluies parfois beaucoup plus intenses, inondations urbaines et crues destructrices. Le même territoire peut manquer d'eau pendant des mois puis en recevoir trop en quelques jours. La vulnérabilité naît alors moins de l'absence absolue de la ressource que de l'incapacité à la maîtriser.



Le delta intérieur du Niger au Mali après les fortes pluies et inondations de 2020. Le Sahel n'est pas seulement confronté au manque d'eau,

mais à sa variabilité et à sa maîtrise. Image : NASA/MODIS.

L'eau, l'agriculture et la ville : le climat du quotidien

Dans le Sahel, l'eau doit changer de statut économique. Elle ne peut plus être considérée comme un simple secteur de politique publique confié à une administration spécialisée. Elle relie l'agriculture, l'élevage, l'énergie, la santé, les villes, l'industrie et parfois la stabilité entre communautés. Le premier capital sahélien pourrait être l'eau maîtrisée : celle que l'on capte lorsqu'elle tombe, que l'on stocke, que l'on distribue, que l'on économise et que l'on évacue lorsqu'elle devient dangereuse.

Cette logique modifie la manière de penser l'agriculture. Une exploitation entièrement dépendante de la pluie peut posséder un meilleur tracteur et de meilleures semences ; elle reste exposée à une saison mal répartie. L'accès à l'irrigation, à une prévision météorologique fiable, à l'énergie, au crédit, au stockage, à l'assurance et au marché transforme le risque. La modernisation agricole ne peut donc plus être réduite à la mécanisation. Dans certains cas, l'information sur l'arrivée de la pluie ou l'accès à une pompe solaire possède plus de valeur qu'un équipement plus spectaculaire.

Les villes seront l'autre grand front. Une part considérable de l'Afrique urbaine de 2050 n'est pas encore construite. Cette situation est un défi financier immense, mais elle constitue aussi un privilège inattendu : contrairement à l'Europe, qui doit adapter des villes et des réseaux parfois centenaires, l'Afrique peut encore éviter de fabriquer une partie de ses vulnérabilités futures. Construire aujourd'hui dans une zone inondable, sous-dimensionner un drainage ou ignorer les îlots de chaleur ne constitue pas une économie ; c'est une dette climatique transférée à la génération suivante.

La même logique vaut pour la connaissance. Stations météorologiques, hydrologie, satellites, cartographie des risques, télécommunications et intelligence artificielle doivent désormais être considérés comme des infrastructures. Une donnée qui permet de modifier une date de semis, d'évacuer une population, de gérer un barrage ou d'éviter de construire au mauvais endroit protège directement du capital. Le Sahel n'a pas seulement besoin de routes et de centrales ; il a besoin d'une capacité de prévision à la hauteur d'un climat devenu plus incertain.



Deux visages de l'eau : à gauche, un bouli au Burkina Faso ; à droite, l'irrigation solaire d'une rizière au Nigeria. La résilience commence lorsque la ressource climatique devient un capital maîtrisé. Wikimedia Commons.

Sortir de la surconsommation sans interdire le développement

La technologie est indispensable, mais elle ne suffira probablement pas si l'objectif implicite reste de généraliser à neuf ou dix milliards d'êtres humains les modes de consommation matériels des catégories les plus riches de la planète. Une voiture deux fois plus lourde

ne procure pas deux fois plus de mobilité ; un appareil remplacé bien avant sa fin de vie n'apporte pas nécessairement davantage de bien-être ; l'étalement urbain qui impose deux automobiles par ménage peut augmenter le PIB tout en détruisant du temps, de l'énergie et du territoire.

Le mot sobriété provoque souvent un rejet parce qu'il est confondu avec la privation. Il devrait signifier autre chose : produire le même bien-être avec moins de matière, moins d'énergie et moins de gaspillage. Des logements mieux conçus, des transports collectifs efficaces, des objets plus durables et réparables, des villes plus compactes, une alimentation moins gaspillée, une économie plus circulaire et une meilleure efficacité énergétique ne sont pas un programme de régression. Ils constituent une autre conception de la productivité.

Mais la sobriété ne peut devenir la nouvelle morale imposée aux pauvres. Un Européen qui réduit un vol long-courrier et un agriculteur nigérien qui accède pour la première fois à une pompe électrique ne se trouvent pas dans la même situation. La justice climatique exige que les sociétés qui ont déjà satisfait l'essentiel de leurs besoins matériels réduisent en priorité les consommations les plus intensives et les moins utiles, tandis que les pays pauvres doivent pouvoir augmenter leur consommation d'énergie, de matériaux et de services là où elle crée du développement humain.

C'est peut-être l'un des enjeux les plus délicats de la transition : organiser une convergence des niveaux de vie sans reproduire intégralement le modèle de surconsommation qui a accompagné l'industrialisation des pays riches. L'Afrique ne doit pas choisir entre la pauvreté et le carbone. Elle doit chercher une troisième voie : davantage d'électricité, de mobilité, de logements, d'industries et de productivité, mais avec des technologies et des formes urbaines capables d'éviter une partie des dépendances dont les pays industrialisés tentent aujourd'hui de sortir.

Le capital peut changer de camp

Le titre de cet article contient donc une ambiguïté volontaire. Le capital a financé la civilisation fossile ; une partie de lui a combattu les politiques susceptibles de remettre en cause ses rentes. Mais le capital n'a pas de fidélité éternelle au pétrole ou au charbon. Il se dirige vers les activités qui offrent rendement, sécurité et perspectives. Or un basculement est déjà visible : l'Agence internationale de l'énergie estime qu'en 2025 environ 2 200 milliards de dollars d'investissements devaient aller aux technologies propres au sens large — renouvelables, nucléaire, réseaux, stockage, efficacité, électrification et combustibles à faibles émissions — contre environ 1 100 milliards aux investissements dans le pétrole, le gaz et le charbon. Pour la première fois à cette échelle, la transition n'est plus seulement une politique environnementale ; elle devient un espace majeur d'allocation du capital mondial.

Il ne faut pas pour autant chercher une technologie miracle. Le solaire et l'éolien ont acquis une compétitivité remarquable et continueront de croître, mais ils exigent réseaux, stockage, flexibilité et interconnexions. L'hydroélectricité conserve un rôle important là où la ressource et l'écologie le permettent. Le nucléaire peut contribuer à des systèmes bas-carbone dans les pays capables de financer et de gérer ses exigences techniques et institutionnelles. L'efficacité énergétique reste souvent la manière la moins coûteuse de réduire les émissions. La réduction des fuites de méthane constitue un levier immédiat. L'hydrogène bas-carbone et le captage du CO2 peuvent avoir une utilité ciblée dans certaines industries difficiles à électrifier, à condition de ne pas servir d'alibi pour retarder les transformations déjà possibles.

Pour le Sahel, l'enjeu consiste à transformer l'abondance solaire en avantage économique. Le soleil n'est pas un système électrique : il faut des réseaux fiables, du stockage, des capacités de maintenance, des financements, des institutions crédibles et des interconnexions régionales. Mais l'association du solaire, des réseaux, des batteries, de l'hydroélectricité

disponible, de solutions décentralisées et d'une meilleure efficacité peut soutenir l'irrigation, la chaîne du froid, la transformation agroalimentaire, les services publics et l'industrialisation. L'adaptation et la décarbonation se rejoignent alors dans une même politique de productivité.

Le financement international restera indispensable, car le coût du capital est précisément plus élevé dans les pays qui en ont le plus besoin. Mais l'Afrique gagnerait à présenter moins souvent la résilience comme une succession de petits projets environnementaux et davantage comme un portefeuille d'investissements productifs : eau, agriculture, énergie, villes, transport, assurance et données. Une route résiliente n'est pas une route climatique ; c'est une bonne route. Une station météorologique n'est pas une dépense scientifique périphérique ; c'est un actif de protection. Une irrigation solaire n'est pas une concession à l'écologie ; c'est une infrastructure de production.

Le changement décisif viendra lorsque le climat entrera réellement dans l'allocation du capital : dans le budget des États, dans les critères des banques, dans les modèles des assureurs, dans les normes de construction et dans les décisions des investisseurs. Tant que polluer ou construire dans une zone dangereuse restera économiquement moins cher à court terme que prévenir, les discours climatiques auront une puissance limitée. Le rôle de la puissance publique est précisément de corriger ce décalage entre intérêt immédiat et coût collectif, tandis que le marché peut ensuite diffuser rapidement les technologies lorsqu'elles deviennent rentables.

Conclusion — Refuser le déni et la résignation

Deux fatalismes menacent aujourd'hui le débat climatique. Le premier affirme que le problème serait exagéré, que la technologie finira par tout résoudre ou que l'action serait inutile tant que d'autres pays continueront à polluer. Le second décrit au contraire un avenir déjà condamné, dans lequel toute politique ne ferait que retarder l'inévitable. Les deux conduisent au même résultat : l'inaction.

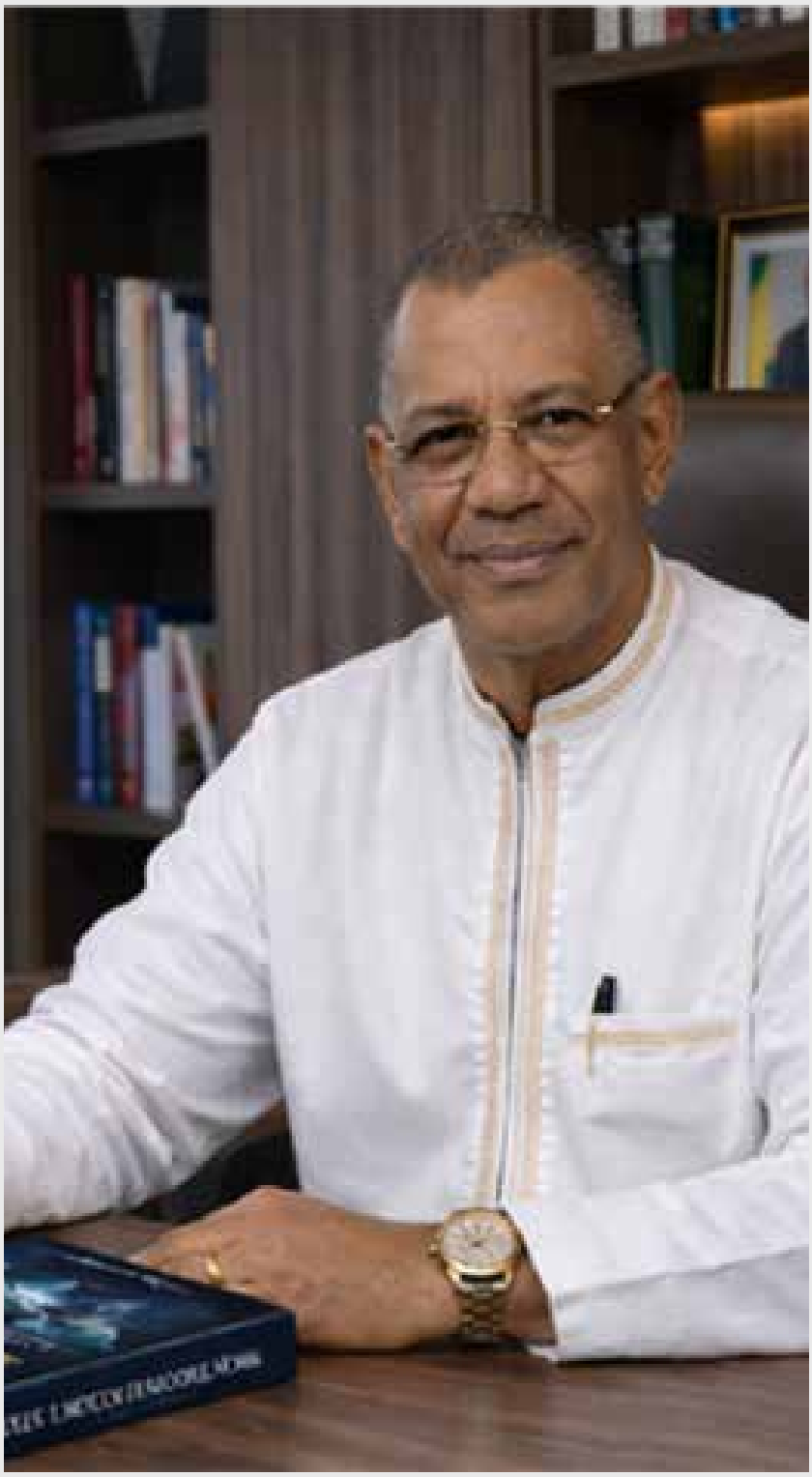
La réalité est plus exigeante. Une part du réchauffement est désormais acquise ; elle oblige à adapter les sociétés. Mais chaque fraction de degré évitée réduit les risques futurs. La transition coûtera cher ; l'inaction coûtera davantage et surtout de manière plus désordonnée. Les technologies existent en grande partie, mais elles nécessitent du capital, des réseaux, des institutions et des choix collectifs. La consommation doit évoluer, mais elle ne peut être réduite de la même façon chez celui qui possède trop et chez celui qui n'a pas encore accès à l'essentiel.

Pour le Sahel, la question est existentielle au sens économique du terme. Nos pays doivent encore construire une grande partie de leur capital au moment même où le climat rend cette accumulation plus coûteuse. Leur avantage est qu'une partie des infrastructures de 2050 n'existe pas encore : nous pouvons les concevoir pour le climat qui vient plutôt que pour celui qui disparaît. Leur faiblesse est le temps et le coût du financement. Chaque année de retard immobilise de nouvelles populations dans des villes mal équipées, des agricultures trop dépendantes du ciel et des infrastructures conçues sur les normes d'hier.

Le capitalisme nous a appris à mesurer avec une précision extraordinaire la rentabilité d'une entreprise, la valeur d'une action ou le prix d'un immeuble. Le climat nous oblige maintenant à reconnaître la valeur de ce que nous pensions gratuit : une atmosphère stable, un sol fertile, de l'eau disponible, une saison relativement prévisible, un territoire habitable. Nous découvrons le prix de ces biens communs au moment où ils commencent à se dégrader.

Nos petits-enfants hériteront de nos maisons, de nos entreprises, de nos dettes et, pour certains, de fortunes considérables. Ils hériteront surtout de l'atmosphère que nous leur aurons laissée. On peut transmettre un patrimoine privé ; on ne peut soustraire ses héritiers au patrimoine commun de l'humanité.

C'est finalement cela, le capital contre le climat : non pas une guerre simpliste entre l'économie et la planète, mais un choix entre



deux usages de la richesse. Continuer à financer ce qui augmente le rendement du présent en dépréciant l'avenir, ou orienter le capital vers les technologies, les infrastructures et les modes de vie qui permettront à la prospérité de durer. Le climat ne négocie pas et la physique n'accorde aucun moratoire. Le capital, lui, peut encore changer de camp.

Sources statistiques principales : GIEC, Sixth Assessment Report : Synthesis Report (2023) et Working Group III (2022) ; Organisation météorologique mondiale, State of the Global Climate 2024 et 2025 ; Programme des Nations unies pour l'environnement, Emissions Gap Report 2025 ; Commission européenne, JRC/EDGAR, GHG Emissions of All World Countries 2025 ; Banque mondiale, G5 Sahel Country Climate and Development Report (2022) et Mapping Impact in the Sahel (2025) ; Agence internationale de l'énergie, World Energy Investment 2025 ; Supran, Rahmstorf et Oreskes, Science, « Assessing ExxonMobil's global warming projections » (2023) ; Maison-Blanche, décision de retrait de l'Accord de Paris (2025) ; U.S. Environmental Protection Agency, rescission of the Greenhouse Gas Endangerment Finding (2026).

Crédits illustrations : PlainVector/Wikimedia Commons (CC0) ; NASA/MODIS (domaine public) ; Le Soleil dans la Main/Wikimedia Commons (CC BY-SA 4.0) ; SMMIMAGES/Wikimedia Commons (CC BY-SA 4.0). Les graphiques ont été réalisés pour cet article à partir des données JRC/EDGAR et PNUE citées ci-dessus.

- Ahmadou Hamzah Bâ

Le 18 août à 17:45 ·

Liste des nouveaux Secrétaires généraux du gouvernement guinéen.

Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme : Mme Irène Marie Hadjimalis.

Ministère de l'Administration du territoire et de la Décentralisation : M. Mohamed Sikhé Camara.

Ministère de la Sécurité et de la Protection civile : M. Moustapha Kobélé Keïta.

Ministère des Affaires étrangères, de l'Intégration africaine et des Guinéens établis à l'étranger : M. Abdoulaye Youla.

Ministère de l'Économie, des Finances et du Budget : M. Ahmed Tidiane Touré, économiste.

Ministère du Plan, de la Coopération internationale et du Développement : M. Kabélé Soumah.

Ministère de la Modernisation de l'administration et de la Fonction publique : M. N'Fanly Sylla, précédemment conseiller principal au ministère de la Communication, de l'Économie numérique et de l'Innovation.

Ministère de l'Emploi, du Travail et de la Protection sociale : Mme Ramatoulaye Camara, précédemment secrétaire générale du ministère de la Culture, du Tourisme et de l'Artisanat.

Ministère des Mines et de la Géologie : M. Aboubacar Kourouma.

Ministère de l'Agriculture : M. Oumar Barry.

Ministère de l'Élevage : Mme Alimatou Siradjo Diallo.

Ministère de la Pêche et de l'Économie maritime : M. Morlaye Soumah.

Ministère de l'Industrie et du Commerce : M. Bamba Oliano, précédemment secrétaire général du ministère du Commerce.

Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique : Dr Facinet Conté.

Ministère de l'Éducation nationale, de l'Alphabétisation, de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle : M. Julien Bongono, précédemment secrétaire général du ministère de l'Enseignement technique, de la Formation professionnelle et de l'Emploi.

Ministère de la Culture, du Tourisme et de l'Artisanat : M. Youssouf Boundou Sylla, précédemment secrétaire général du ministère de l'Enseignement pré-universitaire et de l'Alphabétisation.

Ministère de la Santé et de l'Hygiène publique : Dr Mory Keïta.

Ministère de la Femme, de la Famille et des Solidarités : M. Saa Kossa Touré, précédemment secrétaire général du ministère des Infrastructures.

Ministère de la Jeunesse : Mme Bintou Dounia, précédemment secrétaire générale du ministère du Commerce, de l'Industrie et des Petites et Moyennes Entreprises.

Ministère des Sports : M. Mohamed Billy Kaba, précédemment secrétaire général du ministère de la Jeunesse et des Sports.

Ministère des Infrastructures : Dr Mamoudou Touré, précédemment secrétaire général du ministère de l'Économie, des Finances et du Budget.

Ministère des Transports : M. Mohamed Bakayoko.

Ministère de la Communication, de l'Économie numérique et de l'Innovation : M. Souleymane Bah.

Ministère de l'Environnement et du Développement durable : Dr Karim Samoura.

Ministère de l'Énergie : M. Moussa Coulibaly.

Ministère de l'Assainissement, de l'Hydraulique et des Hydrocarbures : M. Bachir Camara, précédemment secrétaire général du ministère de l'Énergie, de l'Hydraulique et des Hydrocarbures.

Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et de l'Aménagement du territoire : M. Ahmed Sékou Keïta, précédemment chef de cabinet du ministère de la Pêche et de l'Économie maritime.

Au niveau des structures rattachées

Secrétariat général du Gouvernement : Mme Siré-gbè Keïta, nommée secrétaire générale adjointe.

Secrétariat général des Affaires religieuses : M. Elhadj Ibrahima Ousmane Bah, nommé secrétaire général adjoint.



- Ras Kebe halala

QUEL MAGISTRAT SERA LE KEBA M'BAYE MALIEN

LE PROCÈS DE LA DÉMOCRATIE S'EST DÉROULÉ LE 11 & 12/08/2026 ENTRE LE GUIDE RAS BATH ET MINISTÈRE PUBLIC POUR ASSOCIATION DES MALFAITEURS.

DE CE PROCÈS NOUS AVONS COMPRIS QUE LE NOMBRE DE MAGISTRATS DIGNES PEUT ÊTRE COMPTER DU BOUT DES DOIGTS MAIS NOUS OSONS CROIRE QUE LES JUGES QUI ONT ENTENDUS LE GUIDE ET LE MINISTÈRE PUBLIC QUI N'AVAIT PAS DE PREUVES SERONT DES KEBA M'BAYE MALIENS.

EN ATTENDANT LE VERDICT NOUS RESTERONS DÉTERMINÉ, DEBOUT DERRIÈRE LE GUIDE RAS BATH.

A LUTTA CONTINUA

VICTORIA SIEMPRE ..RAS SIDIBE





- Sory Ibrahim Cisse

JEUNESSE ET AGRICULTURE : UN PANEL AU CŒUR DES OPPORTUNITÉS D'EMPLOI POUR LES JEUNES

Dans le cadre des activités de la Semaine Nationale de la Jeunesse (SENAJE), le Conseil National de la Jeunesse du Mali (CNJ-Mali) a organisé une session de panel autour du thème : « Jeunesse et Agri-

culture : les opportunités d'emploi pour les jeunes dans le domaine agricole ».

Cette session a réuni plusieurs acteurs engagés dans la promotion de l'emploi, de l'entrepreneuriat et de l'insertion professionnelle des jeunes dans le secteur agricole.

Le panel a été animé par :

- Professeur Bocar AHAMADOU, Directeur Pays d'AGRA Mali ;

- Dadie SOUMARE, Président de l'Union des Ambassadeurs (UDA) ;

- Dr Assoumane MAIGA, Conseiller technique à l'UNCMP, représentant des partenaires de mise en œuvre des projets YEFFA ;

- La représentante de l'ONG.

Au cours des échanges, AGRA Mali a présenté ses différents dispositifs en faveur de l'insertion professionnelle des jeunes dans le secteur agricole, notamment les mécanismes de financement des initiatives et projets agricoles portés par les jeunes, ainsi que les nombreuses opportunités qu'offre le secteur.

De son côté, l'Union des Ambassadeurs (UDA) a présenté ses différentes initiatives en faveur de la jeunesse malienne dans le domaine agricole, notamment le Projet SIGINSO, qui ambitionne de former et d'insérer 200 jeunes dans le secteur agricole.

Les autres panélistes ont également partagé leurs expériences et perspectives sur l'entrepreneuriat agricole des jeunes, la création d'emplois et les mécanismes d'accompagnement permettant aux jeunes de saisir pleinement les opportunités offertes par le secteur agricole.

Cette session, riche en échanges et en enseignements, a permis de mieux informer et d'éclairer les participants sur les opportunités d'emploi, d'entrepreneuriat, de financement et d'insertion professionnelle dans le secteur agricole.

La modération a été assurée avec professionnalisme par Abdoul Karim MAIGA, ancien Secrétaire Général du CNJ-Mali,

dont l'expérience et l'expertise ont contribué à la bonne conduite des échanges et à la réussite de cette session.

LA JEUNESSE MALIENNE EST UNE FORCE DE TRANSFORMATION DE NOTRE AGRIVULTUE ET DE NOTRE ÉCONOMIE.

UNIS, NOUS BÂTISSONS LE MALIKOURA!



- Ras Kebe halala

Mousso bè tè n'gana bawguê, Ras Bath ibamoussow n'gana bawguê. Convaincre est mieux vaincre , grâce à toi j'ai connu le vrai de la dignité et de l'honneur car tu nous enseignes que ceux ci sont au delà des attaches familiales. Le combat pour leurs préservés est identique au combat pour se maintenir en vie . ONE LOVE



- Fabou Kante

06 ANS !

Il y a exactement 06 ans, jour pour jour, que le Mouvement Tabalé a été le premier au monde, a s'être exprimé sur le coup d'Etat du 18 Août 2020.

C'est juste un rappel pour qui de droit.

Le Mouvement Tabalé reste, et restera droit dans ses bottes.

Fabou



DECLARATION DU MOUVEMENT TABALÉ SUITE AUX ÉVÉNEMENTS DU 18 AOÛT 2020.

Le Mouvement Tabalé suit avec la plus grande attention les événements qui se sont déroulés le 18 août 2020 dans notre pays, en l'occurrence l'arrestation du Président de la République, des membres de son gouvernement, du président de l'Assemblée Nationale et d'autres officiers de l'armée par certains militaires dont la liste exhaustive n'est pas encore connue.

Tout en prenant acte de ces faits qui ont mis fin au pouvoir de Monsieur Ibrahim Boubacar Keïta déjà contesté par une grande partie de la population malienne depuis quelques semaines à travers des sorties organisées par le Mouvement du 05 Juin- Rassemblement des Forces Patriotiques (M5- RFP),le Mouvement Tabalé lance un vibrant appel à l'ensemble des maliens de l'intérieur et de la diaspora à rester mobilisés afin de transformer cette crise politique et institutionnelle en une véritable opportunité de changement vers pour la refondation de notre État et la reconstruction de la nation malienne dont la nécessité et la pertinence ne font l'objet d'aucun doute.

A ceux qui ont parachevé cette lutte populaire , le Mouvement Tabalé demande qu'ils prennent immédiatement attache avec le peuple malien notamment pour la mise en place diligente des organes et structures d'une transition politique apaisée dont les acteurs seront composés de toutes les couches civiles et de corps habillés de notre pays.

A la CEDEAO et à la Communauté Internationale, le Mouvement Tabalé conseille vivement de limiter leurs interventions dans le strict respect des rapports de subsidiarités tout en préservant le droit du peuple malien à écrire lui-même une nouvelle page de son histoire politique pour les intérêts, non seulement des maliens, mais aussi de tous les amis de notre pays.

Enfin, le Mouvement Tabalé met en garde contre toute velléité manifeste ou l'attente de qui que ce soit qui viserait à saboter les énormes sacrifices déployés par le peuple malien pour la restauration d'une gouvernance vertueuse et le rétablissement de la paix et de la sécurité sur toute l'étendue de notre territoire national.

Bamako le 19 août 2020.

Le Président du Mouvement Tabalé

Fabou KANTE

- Abdoul Latif Diallo

Diplomatie guinéenne : Situation complexe pour 48 diplomates rappelés et bloqués à l'étranger

Cinq mois après leur rappel officiel par le ministre des Affaires étrangères, de l'Intégration africaine et des Guinéens de l'étranger, le Dr Morissanda Kouyaté, 48 diplomates guinéens traversent une crise sans précédent.

Rappelés le 13 mars 2026, ces représentants de l'État auprès de pays partenaires se retrouvent aujourd'hui bloqués à l'étranger, plongés dans une précarité grandissante et confrontés à l'indifférence administrative.

Le protocole de fin de mission prévoit l'octroi de billets d'avion pour le retour au bercail, ainsi que la prise en charge des frais de transport des effets personnels, correspondant à un conteneur de 20 pieds pour chaque missionnaire.

Pourtant, après plusieurs mois d'attente vaine de ces titres de transport, la situation de ces fonctionnaires s'est brutalement détériorée en plein été.À la surprise générale, ces diplomates ont été informés de la suspension pure et simple de leur traitement salarial pour le mois de juillet.

Privés de ressources financières alors qu'ils se trouvent toujours sur leur lieu de détachement, beaucoup se disent incapables de subvenir à leurs besoins élémentaires. Pire encore, sans revenus pour honorer leurs loyers, ces diplomates et leurs familles risquent d'être purement et simplement expulsés de leurs logements dans les jours à venir.

Une situation humiliante qui écorche l'image de la diplomatie guinéenne à l'international.Aux dernières nouvelles, la gestion de cette crise suscite de

profondes incompréhensions et un sentiment d'injustice au sein du collectif.

Si certains des 48 diplomates auraient finalement perçu leur salaire du mois de juillet ces derniers jours, d'autres restent totalement oubliés par le système de paie.

Face au silence des autorités de tutelle, les diplomates lésés se retrouvent dans l'impasse, ne sachant plus à quel saint se vouer ni auprès de quelle instance introduire un recours.

L'urgence est désormais signalée pour le département dirigé par le Dr Morissanda Kouyaté, interpellé de toutes parts pour débloquer les moyens nécessaires au rapatriement digne de ces serviteurs de la Nation, avant que le drame humanitaire et diplomatique ne devienne inévitable.

Affaire à suivre

Gbassikolo

Abdoul latif Diallo

Journaliste d'investigation



RADIO KOUNAFONI

Webradio panafricaine francophone — Washington, D.C.

LA VOIX DE LA DIASPORA FRANCOPHONE AFRICAINE

Actualités · Analyse géopolitique · Débats sur le Sahel, l'Afrique et la diaspora

Au service des communautés francophones et africaines des États-Unis, d'Europe et du monde entier.

ÉCOUTEZ-NOUS EN DIRECT — radiokounafoni.org

AUSSI SUR VOTRE IPHONE

Ouvrez l'App Store, recherchez « Radio Kounafoni » dans votre application radio préférée et ajoutez-nous à vos favoris pour nous écouter partout, à tout moment.

DISPONIBLE SUR LES PLATEFORMES MONDIALES

myTuner Radio · FM Radio Free · Radioline

mytuner-radio.com · fmradiofree.com · radioline.co

Rejoignez la communauté, partagez le lien autour de vous et faites entendre la voix de la diaspora francophone africaine.

#RadioKounafoni #DiasporaAfricaine #DiasporaFrancophone #Sahel #ActuAfrique #MédiasAfricains #WashingtonDC #Webradio #AfriqueUSA

radiokounafoni.org · kounafoni26@gmail.com · +1 (240) 640-2302

Guinée : Le CHU Ignace Deen suspend les nouvelles hospitalisations avant son évacuation temporaire



Le ministère guinéen de la Santé et de l'Hygiène publique a apporté des précisions sur l'évacuation imminente du Centre hospitalier universitaire (CHU) Ignace Deen. Cette mise au point intervient après la diffusion de nombreuses rumeurs annonçant la fermeture et l'évacuation de cet établissement sanitaire majeur dès ce mercredi 19 août 2026.

Selon le département de la Santé, « aucune nouvelle hospitalisation ni aucune intervention programmée ne seront admises au CHU Ignace Deen à compter de ce mercredi 19 août 2026 ». Cette décision marque ainsi le début d'un processus de fermeture temporaire et d'évacuation progressive de l'hôpital.

Contrairement aux interprétations laissant croire à une interruption brutale de toutes les activités, les autorités sanitaires indiquent que l'opération obéira à des modalités précises. La suspension des nouvelles admissions et des interventions non urgentes devrait notamment permettre aux équipes médicales de se concentrer sur la prise en charge des patients déjà hospitalisés et sur l'organisation de leur éventuel transfert.

Le ministère entend ainsi conduire cette opération de manière ordonnée, en tenant compte de l'état de santé des malades et des impératifs de continuité des soins. Les patients, leurs familles et les personnels de santé sont donc invités à se conformer aux orientations qui seront communiquées par les responsables sanitaires.

Cette fermeture temporaire représente un défi important pour le système de santé guinéen, le CHU Ignace Deen occupant une place centrale dans la prise en charge des patients à Conakry et dans le reste du pays. Elle nécessitera une coordination rigoureuse afin d'éviter une surcharge des autres structures hospitalières.

La communication du ministère vise surtout à rassurer l'opinion publique et à mettre fin aux spéculations. Les autorités devraient fournir progressivement des informations complémentaires sur la durée de la fermeture, les établissements d'accueil des patients et les dispositions prévues pour assurer la continuité des services médicaux essentiels.

Arouna Sidibé

Diplomatie : Abdoulaye Diop salue l'engagement de deux partenaires en fin de mission au Mali



Le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Abdoulaye Diop, a reçu successivement en audience, mercredi 19 août 2026, l'ambassadeur de la République arabe d'Égypte au Mali, Mohamed El Gammal, et la représentante résidente d'ONU-Femmes au Mali, Marie Goreth Nizigama. Les deux diplomates sont arrivés au terme de leur mission dans le pays.

Ces rencontres d'adieux ont permis au chef de la diplomatie malienne de dresser un bilan positif de

leur collaboration avec les autorités nationales. Abdoulaye Diop a notamment salué l'engagement personnel de Mohamed El Gammal en faveur du renforcement des relations d'amitié et de coopération entre le Mali et l'Égypte.

Le ministre a également rendu hommage au travail accompli par Marie Goreth Nizigama dans la promotion des droits des femmes maliennes. Son action à la tête d'ONU-Femmes au Mali a particulièrement porté sur l'autonomisation économique des femmes et leur participation aux différents processus de développement.

Au cours des échanges, Abdoulaye Diop a exprimé la reconnaissance de la nation malienne au gouvernement et au peuple égyptiens pour leur accompagnement constant. Il a également renouvelé la gratitude des autorités maliennes à ONU-Femmes pour son appui aux initiatives visant à améliorer les conditions de vie des femmes et à renforcer leur place dans la société.

Le ministre a invité ses deux hôtes à demeurer des relais du Mali après leur départ et à poursuivre leur plaidoyer en faveur du pays auprès de leurs autorités, de leurs partenaires et au sein des instances internationales.

Mohamed El Gammal et Marie Goreth Nizigama ont, pour leur part, exprimé leur satisfaction quant à la qualité de la collaboration entretenue avec le gouvernement malien. Ces audiences marquent ainsi la fin de deux missions placées sous le signe du dialogue, du partenariat et de la coopération.

Fatou Sissoko

Journée mondiale de l'Aide humanitaire : Assa Badiallo Touré appelle à « agir pour l'humanité »



À la veille de la commémoration nationale de la Journée mondiale de l'Aide humanitaire, prévue ce jeudi 20 août 2026 à Mopti, le ministre de la Santé et du Développement social a lancé un appel à la solidarité envers les populations vulnérables et les acteurs humanitaires.

Placée sous le thème « Agir pour l'humanité », cette édition constitue un moment de reconnaissance à l'endroit des femmes et des hommes engagés au quotidien auprès des communautés touchées par les crises. Dans son message, le Médecin Colonel-major Assa Badiallo Touré a rendu hommage à leur courage, à leur dévouement et aux sacrifices consentis, parfois au péril de leur vie.

Le ministre a rappelé qu'en 2025, plus de 1 100 travailleurs humanitaires ont été victimes à travers le monde. Deux d'entre eux ont été touchés au Mali, une situation qui souligne les risques auxquels restent exposés les intervenants humanitaires dans l'accomplissement de leurs missions.

Assa Badiallo Touré a également attiré l'attention sur la persistance des défis humanitaires au Mali et dans l'espace de la Confédération des États du Sahel. Les déplacements forcés de populations, les effets des aléas climatiques et les vulnérabilités socio-économiques continuent d'affecter de nombreuses communautés, particulièrement les femmes, les enfants et les personnes vivant dans les zones fragiles.

Face à ces difficultés, la ministre appelle à renforcer la mobilisation collective, la solidarité nationale et la coopération entre l'État, les organisations humanitaires et les partenaires. Il s'agit d'assurer une assistance rapide, digne et adaptée aux besoins des populations concernées.

La commémoration de Mopti offrira ainsi l'occasion de renouveler l'engagement du Mali en faveur de l'action humanitaire et de rappeler la nécessité de garantir la sécurité des personnels qui portent secours aux populations en détresse. À travers le thème « Agir pour l'humanité », les autorités invitent chacun à faire de la solidarité une responsabilité partagée.

Fatou Sissoko

Sénégal : Ibou Fall met en garde contre une éventuelle accession d'Ousmane Sonko à la Présidence



Le journaliste et chroniqueur sénégalais Ibou Fall a livré une sévère mise en garde contre l'éventualité de voir Ousmane Sonko assurer un jour l'intérim à la tête de l'État. Dans une déclaration particulièrement critique, il estime que l'actuel président de l'Assemblée nationale pourrait profiter d'une telle situation pour s'installer durablement au pouvoir.

« Ce genre de personnage comme Ousmane Sonko, s'il devait assurer l'intérim à la Présidence de la République pendant quatre jours, il ferait quarante ans au pouvoir parce qu'il ne respecte rien », a déclaré Ibou Fall. Des propos qui traduisent les profondes inquiétudes du chroniqueur quant au respect des institutions et des règles démocratiques.

Selon lui, la question mérite d'être réglée rapidement, compte tenu de la position institutionnelle qu'occupe désormais Ousmane Sonko. En tant que président de l'Assemblée nationale, ce dernier pourrait, dans certaines circonstances prévues par la Constitution, être appelé à exercer provisoirement les fonctions de président de la République.

« On a intérêt à régler cette affaire, et le plus vite possible. Ce pays est en danger. C'est le dauphin constitutionnel ; il peut se retrouver président de la République », a insisté Ibou Fall.

Pour étayer son avertissement, le journaliste évoque les conditions controversées de l'accession d'Ousmane Sonko à la présidence de l'Assemblée nationale, parlant d'une entrée « par effraction ». Il redoute qu'une arrivée du leader politique au sommet de l'État ne conduise à un recul démocratique majeur.

« S'il arrive au pouvoir, il n'y aura même plus d'élections », a-t-il lancé.

Ces déclarations, particulièrement virulentes, devraient alimenter le débat politique sénégalais autour de l'équilibre des institutions, de la succession présidentielle et des relations entre les principales figures du pouvoir. Elles relèvent toutefois de l'appréciation personnelle d'Ibou Fall et pourraient susciter de vives réactions dans le camp d'Ousmane Sonko.

Arouna Sidibé

Maison de la Presse

MP

Appel à la responsabilité et à l'unité nationale en période de crise

La Maison de la Presse du Mali suit avec une attention particulière et une profonde préoccupation l'évolution de la situation nationale au cours des dernières vingt-quatre heures.

En ces moments de grande incertitude, où chaque mot peut devenir un rempart ou un incendie, la Maison de la Presse rappelle à l'ensemble des acteurs des médias, presse écrite, audiovisuelle, médias en ligne et radios de proximité, leur responsabilité historique devant la Nation.

La liberté d'informer, pilier de notre souveraineté, ne saurait s'affranchir, en période de crise, des impératifs de sécurité nationale et de cohésion sociale. En conséquence, la Maison de la Presse lance un appel pressant aux professionnels des médias pour :

La Certification de l'Information : S'abstenir rigoureusement de relayer des informations non vérifiées, des rumeurs ou des contenus provenant de sources anonymes susceptibles de semer la confusion ou de troubler l'ordre public.

La Culture de l'Apaisement : Privilégier les contenus qui favorisent l'unité nationale et le dialogue social. Notre rôle est d'éclairer le citoyen, non de nourrir les antagonismes.

La Vigilance Numérique : Redoubler de prudence sur les réseaux sociaux afin de ne pas devenir, même involontairement, les vecteurs de la désinformation ou de discours de haine.

La Maison de la Presse rappelle que les médias, dans un contexte de crise peuvent être le meilleur des remèdes pour la paix ou le pire des poisons pour la stabilité. Aujourd'hui plus que jamais, choisissons le remède.

La Maison de la Presse exprime sa solidarité avec les journalistes sur le terrain et les invite à la plus grande prudence dans l'exercice de leur mission. Elle reste mobilisée pour la défense d'une presse libre, responsable et engagée pour un Mali uni et stable.

Fait à Bamako, le 26 avril 2026

Le Président

MAISON DE LA PRESSE
Le President

El Hadj Bandiougou DANTE,
Chevalier de l'Ordre National

Contact : Président 66 72 39 96/76 13 29 84 – Assistante 66 71 81 44 - Administrateur Délégué 66 79 08 13

Journée mondiale de l'aide humanitaire : Empower Mali mise sur des solutions durables au service des communautés



À l'occasion de la Journée mondiale de l'aide humanitaire, célébrée le 19 août 2026, Empower Mali a rendu hommage aux femmes et aux hommes qui consacrent leur énergie à soulager les souffrances, à préserver la dignité humaine et à améliorer les conditions de vie des populations vulnérables. L'organisation a également réaffirmé son engagement à poursuivre ses interventions en faveur des communautés maliennes, particulièrement dans les zones rurales.

Sous la direction de son directeur exécutif, l'ambassadeur Yeah Samaké, Empower Mali développe depuis plusieurs années des initiatives dans les secteurs de l'éducation, de la santé, de l'accès à l'eau potable, de la sécurité alimentaire et de l'accompagnement de la jeunesse. Une approche fondée sur la conviction que l'action humanitaire ne doit pas se limiter à répondre aux urgences, mais également contribuer à bâtir des solutions durables.

Dans le domaine de l'éducation, l'organisation indique avoir construit 50 écoles dans autant de villages. Ces infrastructures permettent à des milliers d'enfants d'étudier dans de meilleures conditions et de bénéficier d'un environnement plus favorable à leur apprentissage. Empower Mali a également réalisé huit logements destinés aux enseignants dans huit villages. Cette initiative vise à faciliter leur maintien dans les localités rurales et à renforcer la continuité ainsi que la qualité de l'enseignement.

L'accès aux soins constitue un



autre axe majeur de son intervention. À travers un programme chirurgical solidaire, des enfants âgés de moins de 18 ans ont bénéficié gratuitement d'interventions chirurgicales assorties d'une prise en charge complète. Pour l'organisation, chaque opération réussie représente une nouvelle chance offerte à un enfant et un soulagement considérable pour sa famille.

Empower Mali intervient aussi dans l'accès à l'eau potable. Grâce à son programme « Eau potable pour tous », 85 villages ont été équipés de forages et de systèmes hydrauliques. Ces réalisations contribuent à réduire les longues distances parcourues quotidiennement pour chercher de l'eau, tout en améliorant l'hygiène, la santé et les activités économiques des bénéficiaires.

Dans le cercle de Mopti, 100 familles ont, par ailleurs, reçu un accompagnement alimentaire pendant trois années. Ce soutien a permis de renforcer leur sécurité alimentaire et leur résilience face aux difficultés économiques et sociales.

L'organisation accorde également une attention particulière à la jeunesse. Elle accompagne des jeunes et des étudiants méritants au moyen de bourses d'études, tout en soutenant différentes initiatives locales de solidarité. Derrière chaque bourse, souligne-t-elle, se trouve une possibilité supplémentaire pour un jeune de construire son avenir et de contribuer au développement du Mali.

Au-delà des chiffres et des infrastructures, Empower Mali met en avant les transformations humaines produites par ses actions : une école rapproche un enfant du savoir, un forage soulage une communauté, une intervention chirurgicale redonne espoir et une aide alimentaire permet à une famille de surmonter une période difficile.

En cette Journée mondiale de l'aide humanitaire, l'organisation renouvelle ainsi sa volonté de servir les populations avec détermination, humilité et responsabilité. Sa ligne directrice demeure claire : penser et réaliser chaque projet avec les communautés afin qu'elles en soient pleinement actrices. Car, selon Empower Mali, « servir son pays, c'est avant tout servir son peuple ».

Yacouba Ongoiba

Emploi et entrepreneuriat : L'ANPE forme 36 demandeurs d'emploi à la création d'entreprise



La Direction régionale du District de Bamako de l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) a lancé, le lundi 17 août 2026, une session de formation destinée à 36 demandeurs d'emploi. Pendant dix jours, les bénéficiaires seront initiés à la culture entrepreneuriale ainsi qu'aux différentes étapes de la création et de la gestion d'une entreprise.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du Programme de travail annuel (PTA) 2026 de l'ANPE. Elle répond aux orientations de la ministre de l'Entrepreneuriat national, de l'Emploi et de la Formation professionnelle, Mme Oumou Sall Seck, qui place le développement des compétences, l'employabilité et l'insertion professionnelle au cœur de l'action de son département.

La formation est également organisée sous le leadership du directeur général de l'ANPE, Ibrahim Ag Nock, dont l'ambition est de renforcer les capacités des demandeurs d'emploi afin de faciliter leur accès au marché du travail. Dans un contexte marqué par les difficultés d'insertion professionnelle, l'entrepreneuriat apparaît comme une solution capable de favoriser l'autonomisation économique et la création de nouveaux emplois.

Au cours de cette session, les participants apprendront notamment à développer leur esprit entrepreneurial, à identifier des opportunités économiques et à transformer leurs idées en projets viables. Ils seront également outillés sur les connaissances fondamentales indispensables à la création, à l'organisa-



tion et à la gestion durable d'une entreprise.

L'objectif est de permettre aux bénéficiaires de dépasser le stade de la simple idée pour construire progressivement des initiatives structurées et adaptées aux réalités du marché. À travers des enseignements théoriques et pratiques, les futurs entrepreneurs devraient acquérir les outils nécessaires pour mieux définir leurs projets, anticiper les difficultés et prendre des décisions éclairées.

La cérémonie de lancement a été marquée par les interventions des responsables de la Direction régionale et des formateurs. Les différents intervenants ont insisté sur l'importance de l'assiduité, de la discipline et de l'engagement personnel. Ils ont exhorté les bénéficiaires à profiter pleinement des dix jours de formation et à faire preuve d'esprit d'initiative.

L'une des particularités de cette session réside dans la mobilisation de formateurs issus directement de l'ANPE. Ce choix permet à l'Agence de valoriser son expertise interne tout en mettant l'expérience de ses cadres au service des demandeurs d'emploi. Il traduit également la volonté de renforcer les capacités d'intervention de l'institution dans les domaines de l'accompagnement entrepreneurial et de l'insertion professionnelle.

À travers cette formation, l'ANPE entend ainsi contribuer à l'émergence d'une nouvelle génération d'entrepreneurs capables de créer leur propre activité et, à terme, de générer des emplois. La cérémonie s'est achevée par une photo de famille, marquant officiellement le démarrage de cette session consacrée à l'entrepreneuriat et à l'autonomisation des demandeurs d'emploi.

Fatou Sissoko

Mali–PNUD : Un nouvel élan pour accompagner les grandes réformes territoriales



Le ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, Porte-parole du Gouvernement, le Général de Brigade Issa Ousmane Coulibaly, a reçu en audience, mardi 18 août 2026, la nouvelle Représentante résidente du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) au Mali, Mme Evelyne Bamba.

Cette rencontre, organisée dans le cadre de la prise de fonction de la responsable onusienne, a été consacrée à l'examen des principaux axes de coopération entre le PNUD et le département de l'Administration territoriale et de la Décentralisation. Elle a également permis aux deux personnalités d'échanger sur les perspectives de consolidation d'un partenariat jugé essentiel à la conduite des réformes institutionnelles et administratives en cours au Mali.

Au cours des discussions, Mme Evelyne Bamba a réaffirmé sa disponibilité et sa volonté de donner un nouvel élan à la collaboration entre son institution et le ministère. Le PNUD, qui intervient depuis plusieurs années aux côtés des autorités maliennes dans les domaines de la gouvernance, de la décentralisation et du développement local, entend ainsi poursuivre son accompagnement en tenant compte des priorités nationales.

La Représentante résidente a particulièrement insisté sur la dimension humaine des réformes. Selon elle, leur réussite ne dépend pas uniquement de l'adoption de nouveaux textes ou de la mise en place d'outils techniques. Elle nécessite



également une véritable campagne en faveur du changement des mentalités, de même qu'une forte mobilisation citoyenne. L'adhésion des populations apparaît, à cet égard, comme une condition indispensable à l'appropriation et à la pérennisation des transformations engagées.

Pour sa part, le Général de Brigade Issa Ousmane Coulibaly a salué les efforts déjà consentis par le PNUD aux côtés de son département, malgré les nombreux défis auxquels l'administration territoriale reste confrontée. Il a exprimé sa reconnaissance pour cet accompagnement et souligné l'importance d'une coopération davantage orientée vers des résultats concrets au bénéfice des citoyens.

Le ministre a ensuite présenté les principales priorités de son département. Parmi celles-ci figurent la digitalisation des services administratifs, la modernisation de l'état civil, la vulgarisation de la nouvelle carte administrative du Mali ainsi que l'amélioration de l'accès des populations aux services sociaux de base.

La digitalisation devrait notamment contribuer à rendre l'administration plus rapide, plus transparente et plus accessible. La modernisation de l'état civil constitue également un enjeu majeur, dans la mesure où elle doit permettre de sécuriser les documents, de fiabiliser les données et de garantir à chaque citoyen une existence juridique.

Quant à la vulgarisation de la nouvelle carte administrative, elle vise à faciliter sa compréhension et son appropriation par les collectivités territoriales et les populations. Cette démarche devra être accompagnée d'actions d'information et de sensibilisation sur l'ensemble du territoire.

Cette audience traduit ainsi la volonté commune du Mali et du PNUD de renforcer leur coopération autour d'une administration modernisée, d'une décentralisation effective et d'une gouvernance locale davantage tournée vers les besoins des populations.

Yacouba Ongoiba

Sécurité au Sahel : Le Président Goïta reçoit Sahle-Work Zewde, envoyée du Secrétaire général de l'ONU



Le Président de la Transition, le Général d'Armée Assimi Goïta, Chef de l'État, a reçu en audience, mardi 18 août 2026, Mme Sahle-Work Zewde, ancienne Présidente de la République fédérale démocratique d'Éthiopie et Envoyée du Secrétaire général des Nations Unies.

Cette rencontre s'inscrit dans le cadre de la revue stratégique du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS). Elle intervient dans un contexte marqué par d'importants défis sécuritaires, politiques et humanitaires auxquels les pays de la sous-région tentent d'apporter des réponses adaptées à leurs réalités et à leurs priorités.

L'audience s'est déroulée en présence du ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Abdoulaye Diop, ainsi que de plusieurs représentants du Cabinet et du Secrétariat général de la Présidence de la République.

Au cours des échanges, Sahle-Work Zewde a présenté au Chef de l'État les principaux objectifs de la mission qui lui a été confiée par les Nations Unies. Celle-ci vise notamment à examiner la mise en œuvre du mandat de l'UNOWAS et à évaluer la pertinence de ses mécanismes d'intervention face aux profondes mutations politiques et géopolitiques enregistrées en Afrique de l'Ouest et au Sahel.

Selon l'Envoyée du Secrétaire général des Nations Unies, la revue stratégique porte principalement sur les actions menées par l'UNOWAS dans les domaines de la prévention des conflits, des bons offices, de la diplomatie préventive et du partenariat avec les États de la sous-région. Il s'agit également



d'apprécier la capacité du Bureau à accompagner efficacement les pays concernés dans la recherche de solutions durables aux différentes crises.

La mission conduite par l'ancienne Présidente éthiopienne devrait ainsi permettre de recueillir les analyses, les préoccupations et les attentes des autorités nationales. Ces consultations contribueront à orienter les réflexions sur l'avenir du mandat de l'UNOWAS, en tenant compte de l'évolution du contexte régional et des nouvelles dynamiques institutionnelles.

Pour le Mali, cette audience constitue une occasion de présenter sa lecture des défis sécuritaires qui affectent le Sahel, mais aussi de rappeler la nécessité d'une coopération internationale fondée sur le respect de la souveraineté des États, l'écoute mutuelle et la prise en compte des priorités nationales.

La visite de Sahle-Work Zewde à Bamako témoigne, par ailleurs, de la volonté des Nations Unies de maintenir le dialogue avec les autorités maliennes. Elle traduit l'importance accordée aux consultations directes avec les États dans le processus d'évaluation des instruments régionaux de prévention et de gestion des crises.

Cette rencontre au Palais de Koulouba ouvre ainsi de nouvelles perspectives de discussions entre le Mali et les Nations Unies sur les mécanismes susceptibles de renforcer la paix, la stabilité et la sécurité dans l'espace sahélien. Les conclusions de la revue stratégique devraient contribuer à déterminer les orientations futures de l'UNOWAS et les modalités de son partenariat avec les pays de la région.

Yacouba Ongoiba

CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE MALADIE

CANAM

REPUBLIQUE DU MALI

certifiée ISO9001 v.2015

RAMU

Régime d'Assurance Maladie Universelle





La SANTE accessible à CHAQUE Malien

FESCUAO 2026 : Bamako accueille la jeunesse universitaire ouest-africaine sous le signe de la paix



Bamako est, depuis le 16 août, la capitale de la jeunesse universitaire ouest-africaine. La 18e édition du Festival scientifique et culturel des clubs universitaires pour l'UNESCO de l'Afrique de l'Ouest (FESCUAO) s'est officiellement ouverte le mardi 18 août 2026, dans la salle de conférence du CNRENF.

Prévue jusqu'au 25 août, cette biennale réunit des délégations venues du Burkina Faso, du Bénin, de la Côte d'Ivoire, du Togo, du Niger et du Mali, pays hôte. La cérémonie d'ouverture était présidée par le conseiller technique Augustin Poudiougou, représentant du ministre de l'Éducation nationale. Il avait à ses côtés Aguibou Dembélé, conseiller spécial du Président de la Transition, ainsi qu'Ibrahima Cissé, représentant du Bureau de l'UNESCO au Mali.

Cette édition est placée sous le thème : « Jeunesse ouest-africaine : unité, innovation et engagement pour la paix et le développement durable ». À travers cette orientation, le FESCUAO entend faire de la jeunesse une force de rapprochement entre les peuples et un acteur majeur de la construction d'une Afrique pacifique, solidaire et résiliente.

Dans son intervention, le représentant du ministre de l'Éducation nationale a réaffirmé l'engagement des plus hautes autorités maliennes à promouvoir, auprès des jeunes générations, les valeurs de paix, de dialogue, de tolérance et de solidarité. Il a également insisté sur l'importance de la culture, de la science et de l'éducation dans le renforcement de la compréhension mutuelle.

Durant le festival, les participants auront l'occasion de partager leurs expériences, de valoriser leurs talents scientifiques et culturels et de tisser de nouveaux liens. Au-delà des activités prévues, la rencontre constitue une plateforme d'échanges, d'apprentissage et de coopération régionale.

En accueillant cette 18e édition, Bamako confirme ainsi sa volonté de soutenir les initiatives favorisant l'unité africaine, l'innovation et l'engagement citoyen des jeunes au service d'une paix durable.

Fatou Sissoko

COMMUNIQUÉ

DE LA BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITÉ-SA

Objet : Renforcement de la Continuité d'Activité - Tests de Robustesse de l'exercice 2025

Dans le cadre de son engagement continu pour assurer la sécurité de ses opérations et marquer notre résilience et conformément aux exigences réglementaires notamment les dispositions de la circulaire numéro 04-2017/CB/C relative à la gestion des risques, la Banque Malienne de Solidarité, société anonyme avec conseil d'administration, au capital social de 68 055 020 000 Fcfa, a mené sur son site de repli délocalisé avec succès ses tests annuels de robustesse sur son Plan de Continuité d'Activité (PCA) pour l'année 2025. Ces exercices, cruciaux pour la stabilité financière, visent à garantir la fiabilité des services essentiels et la protection des actifs de nos clients face à toute perturbation majeure.

Objectifs des tests :

Validation des scénarios : Maintien des fonctions vitales (Paiements (virements, transferts, MAD, activités monétiques, ouvertures de comptes, mise en place de crédit, etc.) et Évaluation de la performance face à des risques opérationnels critiques (incidents cyber, pannes d'infrastructures majeures, etc.).
Ces tests confirment notre capacité à protéger les intérêts de nos clients et visent à renforcer la stabilité financière de la Banque.

1 Description des Tests :

Nos tests incluent des analyses d'impact approfondies et simulent divers scénarios de crise (cyberattaques, pannes majeures, catastrophes naturelles).
Nous vérifions l'efficacité de nos procédures de reprise, la performance de nos infrastructures de secours (sites alternatifs, sauvegardes) et la réactivité de nos équipes.

3 Résultats et Améliorations :

Les tests ont confirmé la réactivité des équipes et la performance de nos infrastructures de secours. Les résultats des tests, documentés et analysés, permettent d'identifier des axes d'optimisation.
Des ajustements seront apportés au PCA pour renforcer nos dispositifs, assurant ainsi une adaptation constante à un environnement des risques en évolution continue.

2 Fonctions Critiques :

L'objectif est de maintenir un niveau de service minimal acceptable pour nos fonctions vitales (paiements, gestion des comptes, crédits) dans les délais définis.

4 Communication et Surveillance :

Tests menés sous l'égide de la Direction des Risques de la BMS-sa, les conclusions seront partagées avec la Direction Générale, le Conseil d'Administration et nos auditeurs internes.

Aussi, nous maintiendrons un dialogue permanent avec les autorités de supervision (BCEAO/ Commission Bancaire) sur l'évolution de notre dispositif.

5 Conclusion :

Ces exercices réguliers témoignent de notre engagement indéfectible et notre résilience à assurer la sécurité et la pérennité de nos opérations, renforçant la confiance de nos clients et de nos partenaires.

La Banque Malienne de Solidarité SA

Sénégal : Le Premier ministre Ahmadou Al Aminou Lo reçu par l'archevêque de Dakar



Le Premier ministre sénégalais, Ahmadou Al Aminou Lo, s'est rendu, ce mercredi, à la cathédrale de Dakar pour une visite de courtoisie à l'archevêque de Dakar, Monseigneur André Guèye.

Accompagné d'une importante délégation gouvernementale, le chef du Gouvernement a échangé avec le responsable religieux sur plusieurs questions liées à la paix, à la cohésion nationale et à la collaboration entre l'État et les communautés religieuses.

Au cours de cette rencontre, Ahmadou Al Aminou Lo a réaffirmé l'engagement du Gouvernement à soutenir l'Église dans ses différentes initiatives. Il a notamment salué sa contribution à l'éducation, à la santé, à l'assistance sociale ainsi qu'à la consolidation du dialogue interreligieux au Sénégal.

Cette visite témoigne de la volonté des nouvelles autorités de renforcer les relations avec les différentes confessions religieuses du pays. Elle s'inscrit également dans une démarche de proximité destinée à favoriser l'écoute, la concertation et la mobilisation de toutes les composantes de la société sénégalaise autour des grands enjeux nationaux.

Pour sa part, Monseigneur André Guèye a exprimé sa reconnaissance au Premier ministre pour cette marque d'attention. L'archevêque de Dakar a magnifié le geste du chef du Gouvernement, avant de formuler des prières en faveur d'un Sénégal de paix, de stabilité et de concorde.

Cette rencontre à la cathédrale de Dakar s'inscrit dans le cadre des tournées initiées par Ahmadou Al Aminou Lo auprès des principaux foyers religieux du pays depuis sa prise de fonction. À travers cette série de visites, le Premier ministre entend consolider le dialogue entre les pouvoirs publics et les autorités religieuses, dont le rôle demeure essentiel dans la préservation de la cohésion sociale.

Dans un Sénégal reconnu pour sa tradition de coexistence pacifique entre les différentes communautés confessionnelles, cette démarche apparaît comme un signal en faveur de l'unité nationale et du vivre-ensemble.

Arouna Sidibé

Niger–États-Unis : Vers une coopération renforcée dans le secteur pétrolier



Le Niger entend diversifier ses partenariats internationaux afin d'accroître les investissements dans son secteur pétrolier et gazier. Cette ambition a été au cœur d'une audience accordée, mardi à Niamey, à Ryan Grizzle, Chargé d'Affaires par intérim de l'Ambassade des États-Unis d'Amérique au Niger.

Le diplomate américain a été reçu par Abdoulkarim Mohamed Ali, Secrétaire général du ministère du Pétrole, entouré de plusieurs cadres du département. La rencontre a permis de présenter les principales possibilités de coopération et d'investissement offertes par le secteur énergétique nigérien.

Les responsables du ministère ont notamment mis en avant la valorisation du gaz associé pour la production d'électricité et d'urée, l'ouverture aux investisseurs de blocs pétroliers matures ainsi que les besoins du pays en technologies, financements et expertise technique.

Les échanges ont également porté sur l'exploration, le forage et les services pétroliers. La création d'une banque nationale de données pétrolières et la mise en place, au profit de l'État, d'un système intégré de supervision des données du pipeline d'exportation figurent parmi les projets prioritaires présentés à la délégation américaine.

La formation des cadres, le développement de partenariats avec des universités américaines, la transformation numérique du ministère et la mise en œuvre de la stratégie de contenu local ont aussi été abordés.

Abdoulkarim Mohamed Ali a réaffirmé la volonté du Niger d'élargir sa base de partenaires techniques, économiques, technologiques et institutionnels, tout en veillant à une valorisation souveraine des ressources nationales.

À cet effet, le ministère a sollicité l'appui de l'Ambassade américaine pour établir des relations avec des entreprises, investisseurs, centres de recherche et établissements de formation disposant d'une expertise reconnue.

Les deux parties ont convenu de poursuivre les discussions afin de faire émerger des coopérations opérationnelles axées sur l'investissement, l'innovation, le transfert de compétences et le développement du contenu local.

Arouna Sidibé

Nekapro

Scannez ici pour accéder au site web

SERVICE DE CORRECTION

L'écriture parfaite commence ici !



Si avoir un bon texte bien structuré est important, l'utilisation d'un site web de service de correction peut vous apporter des avantages supplémentaires en termes de qualité, de praticité et d'efficacité dans la gestion de vos contenus écrits.

- Rédaction
- Amélioration de style
- Correction
- Traduction

CONTACT

+223 74-44-27-44

@nekapro

www.nekapro.com

Kalaban Coura Rue 202 Porte 149

Premier essai gratuit

Afrobasket U18 : Accueil triomphal à Bamako pour les Aiglonnes et les Aiglons



Les sélections nationales maliennes féminine et masculine de basketball des moins de 18 ans ont regagné le pays, lundi, après leur participation remarquée à l'Afrobasket U18. À leur arrivée à l'aéroport international Président-Modibo-Keïta de Bamako-Sénou, les jeunes basketteuses et basketteurs ont reçu un accueil chaleureux et populaire.

Venus célébrer leurs représentants, de nombreux supporters ont exprimé leur fierté devant les performances réalisées par les deux équipes sur la scène continentale. Cette mobilisation témoigne une nouvelle fois de la place particulière qu'occupe le basketball dans le cœur des Maliens.

Tous les regards étaient notamment tournés vers les Aiglonnes, revenues au pays avec une nouvelle couronne africaine. Au terme d'un parcours exceptionnel, les jeunes Maliennes ont confirmé leur suprématie sur le basketball féminin continental. Elles décrochent ainsi le dixième titre africain de leur histoire dans cette catégorie, dont huit remportés consécutivement.

Cette nouvelle consécration illustre la régularité, la détermination et le talent des jeunes basketteuses maliennes. Elle traduit également la qualité du travail de formation accompli au fil des années pour assurer la relève du basketball national.

Les Aiglons garçons ont, eux aussi, été chaleureusement accueillis par le public bamakois. Leur engagement et leur parcours lors de la compétition ont été salués par les supporters, qui ont tenu à leur témoigner leur reconnaissance et leurs encouragements.

Au-delà des résultats sportifs, ce retour triomphal constitue un moment de communion et de fierté nationale. Les performances des sélections U18 confortent le statut du Mali parmi les grandes nations africaines de basketball. Elles représentent également une source d'inspiration pour toute une génération de jeunes sportifs appelés à défendre, à leur tour, les couleurs nationales sur les parquets africains et internationaux.

Fatou Sissoko

HOROSCOPE

Bélier (21 mars - 19 avril)

Votre besoin de vérité absolue peut vous coûter des conflits, attention aux gaffes, mesurez la portée de vos paroles. Vous avez besoin de mouvement. Chassez votre léthargie et consacrez-vous à un sport qui délie vos articulations.

Il est préférable de travailler seul, pour vous attaquer à vos défis personnels, vous vous surpasserez. Il serait positif de commencer à envisager les changements auxquels vous aspirez depuis longtemps. Renseignez-vous.

Taureau (20 avril- 19 mai)

Vous faites des voyages ou vous recevez d'importantes communications pour votre avenir. C'est une bonne journée pour exposer une idée, signer un contrat ou avoir une conversation sur un thème important. Vos échanges et vos rencontres sont source d'évolution personnelle.

Vous maîtrisez vos émotions et acceptez les choses comme elles se présentent. Ainsi, vous êtes plus détendu et votre entourage s'en réjouit. La journée est donc parfaite pour miser sur les instants de partage et profiter en toute sérénité du moment présent !

Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Vous devrez attendre quelque chose qui vous tient à cœur. Rien n'est compromis pour autant, restez optimiste. Bien que vous soyez vous êtes plongé dans un tourbillon relationnel, vous tenez la forme avec éclat et dignité.

Ne montez pas sur de grands chevaux.. Que vous ne maîtrisez pas assez ! Prenez votre temps si vous devez négocier car êtes susceptible et un conflit durable peut naître d'un moment de mauvaise humeur.

Cancer (21 juin - 21 juillet)

L'insouciance de votre attitude sera contagieuse, aujourd'hui. Vous aurez l'art et la manière de créer l'ambiance que vous affectionnez pour montrer le meilleur de vous-même. Balayez résolument votre timidité.

C'est avec un bon moral que vous prenez votre élan pour faire bouger les choses et vous immerger en profondeur dans ce qui doit être. Vous voulez du concret et du sérieux ? Vous avez tous les atouts pour y parvenir !

Lion (22 juillet - 23 août)

Votre quotidien s'harmonise durablement, c'est le moment de persévérer sur votre lancée si vous démarrez des projets. Une rencontre imprévue ou un dialogue vous sortira de vos doutes intérieurs dans ce domaine.

Vous êtes dans les nuages.. C'est le moment de vous évader, évitez les personnes trop terre à terre mais ne perdez pas pour autant le sens des réalités. Il faut trouver le point d'équilibre entre vos fantasmes et vos possibilités.

Vierge (23 août 23 septmbre)

C'est hors de votre cercle habituel que vous vivrez les meilleures satisfactions aujourd'hui. Profitez-en pour improviser un dîner dans un bon restaurant, sortir des sentiers battus. Le meilleur reste à venir.

Tout roule ! L'ambiance est détendue et la communication est de mise. Attendez-vous à partager des discussions enrichissantes avec vos collègues et vos amis. Vous sortez de votre réserve et votre sens du contact vous permet d'élargir votre cercle de connaissances.

Balance (23 septmbre - 22 octobre)

Fuyez les aventures trop aléatoires et risquées. Ne vous laissez pas distraire, vous poursuivrez vos actions dans la bonne direction. La lassitude du quotidien vous pèse, c'est le moment de vous mettre au sport, une activité dans le silence serait idéale.

Le moment est venu de comprendre ce qui vous est essentiel et de vous libérer de vos frustrations, regrets et autres boulets. Pour se faire, rien de mieux que d'écouter votre petite voix intérieure et de communiquer en toute liberté.

Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

La clarté de vos idées fera des fans dans votre entourage, vous saurez défendre votre cause avec énergie. Vous aurez l'assurance intérieure pour faire face à vos obligations mais vous y gagneriez à lâcher prise.

Plus détendu, vous osez sortir de votre carapace et aller au-devant des autres pour partager vos idées. Votre manière de vous exprimer va vous permettre de gagner la confiance de ceux qui jusqu'alors doutaient de vous. Votre attitude vous permet de gagner des points !

Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Toutes les activités de groupe sont importantes en ce moment mais vous vous demandez parfois quel rôle vous jouez dans votre milieu social. Parlez-en avec vos proches, les échanges à ce sujet vous éclaireront et seront très enrichissants.

Les influx actuels ont à cœur de faire évoluer votre vie relationnelle de manière plus simple et plus détendue. Ceci va vous mettre d'extrême bonne humeur et vous permettre de vous donner l'élan nécessaire pour vous éloigner des pesanteurs et des obligations du quotidien.

Capricorne (21 décembre -20 janvier)

Vous retrouvez confiance en vous en vous tournant davantage vers l'avenir, aujourd'hui. C'est ce que vous avez de mieux à faire pour vous donner les moyens de vivre vos idéaux le plus pleinement possible.

Profondément attaché à ceux que vous aimez, le moment est venu de les chouchouter encore plus en leur faisant partager votre bonne humeur et vos sentiments. En effet, le climat ambiant, vous permet de chasser vos inquiétudes, d'être plus à l'écoute, plus disponible et surtout plus communicatif.

Verseau (20 janvier - 19 février)

Vous êtes plus libre que d'habitude dans votre expression et votre façon d'être. Profitez-en pour faire le point avec votre entourage ! Les spectacles vous permettront de vous retrouver pleinement dans la détente dont vous avez besoin.

Vous rencontrez des difficultés avec vos proches car les émotions sont exacerbées. Un peu de bienveillance, de tolérance, de diplomatie et vous passerez une journée tout en douceur de vivre. Un mot de travers et c'est la scène assurée..

Poisson (19 février - 21 mars)

Des opportunités sont à saisir tout de suite. Ayez confiance, elles peuvent vous apporter les plus grandes joies. Une sensation de décontraction et de bien-être intérieur vous permet de vous ressourcer. Le calme vous fait le plus grand bien !

Aujourd'hui, le sourire est au rendez-vous. Vous mettrez tout en œuvre pour égayer votre journée et celle des autres. Vous avez suffisamment de ressources et de bonnes idées pour organiser un joyeux programme. Alors, laissez libre cours à votre imagination !



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATIONS GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS

















Pour tout **renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ...**

n'hésitez pas, contactez-nous au :

70 44 22 23

Journal Malikilé | +223 70 44 22 23 | amplkile@gmail.com | www.malikile.com